



Second Meeting of the Working Group on Enforcement of the CEPEJ in Strasbourg on 16 and 17 October 2009

On 16 and 17 October 2009, the UIHJ took part in Strasbourg (France) in the second meeting of working group (CEPEJ-GT-EXE) set up by the European commission for Efficiency of justice (CEPEJ) of the Council of Europe

The object of this working group is to prepare guidelines for a better implementation of the existing recommendation on enforcement (Rec (2003) 17 of September 9th, 2003 of the Committee of the ministers the Member States of the Council of Europe). The working group consists of Andrei Abramov (Russian Federation), Karl-Heinz Brunner (Germany), Mathieu Chardon (France, 1st secretary of the UIHJ), Fokion Georgakopoulos (Greece), Geert Lankhorst (Netherlands), Anna Lovrinov (Croatia), Leo Netten (Netherlands, president of

Participation de l'UIHJ à la 13^e réunion plénière de la CEPEJ à Strasbourg les 10 et 11 juin 2009

En sa qualité de membre observateur permanent, l'UIHJ a participé les 10 et 11 juin 2009 au Conseil de l'Europe à la 13^e réunion plénière de la Commission européenne de l'efficacité de la justice



Le siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg — The Council of Europe in Strasbourg

Conseil de l'Europe et programme de Stockholm

La CEPEJ organise ses réunions plénières deux fois par an, en juin et en décembre. C'est l'occasion pour les représentants des 47 Etats membres du

the UIHJ), Claire Notari (Monaco), John Marston (England - chairman of the working group), John Stacey (England - vice-president of the CEPEJ) and Georg Stawa (Austria). The secretariat is ensured by Stephan Leyenberger and Muriel Decot, respectively secretary and assistant secretary of the CEPEJ. It is in its quality of observer member of the CEPEJ that the UIHJ was invited to take part in the work.

After the first meeting of 29 and 30 January 2009 (see our article on our website) the members of the working group prepared recommendations on the topics which had been allotted to them. Then Julien Lhuillier, lecturer at the Faculty of Law of Lausanne (Swiss), was charged to draft the recommendation. Mr. Lhuillier had already worked on a CEPEJ report on enforcement of court decisions in Europe in 2007.

During two fruitful days, the group widely approached and debated the various topics: accessibility of enforcement services, notices to parties and third parties, enforceable titles, enforcement agents, information about defendants and assets, costs of enforcement, timeframe and reports, as well as supervision, control and disciplinary procedures. During the meeting Leo Netten and Mathieu Chardon discussed the points of view promoted by the UIHJ, in particular regarding training, service of documents, and the multi-field activities of the judicial officers.

The final recommendations will be presented to the CEPEJ at its next full session on 9 and 10 December 2009.

Conseil de l'Europe ainsi que plusieurs organisations représentant les professions judiciaires de se retrouver dans ce grand laboratoire européen. L'UIHJ était représentée par Roger Dujardin et Mathieu Chardon, respectivement vice-président et 1^{er} secrétaire.

La réunion de juin revêtait un caractère particulier puisqu'elle est intervenue au crépuscule de la présidence tchèque de l'Union européenne et à l'aube de la nouvelle présidence suédoise. Elle a marqué également une nouvelle étape dans la volonté affichée de renforcer la collaboration entre les institutions du Conseil de l'Europe et celles de l'Union européenne. Ainsi sont intervenues les personnalités suivantes :

- Jan Smanek, directeur général de la Direction de la Loi internationale au ministère de la justice tchèque
- Hans G. Nilsson, ministre, représentation permanente de la Suède à l'Union européenne
- Luca de Matteis, secrétariat général du Conseil de l'Union européenne
- Jacek Gartska, chef de l'Unité E1, Justice générale et e-justice, Direction générale Justice liberté et sécurité de la Commission européenne
- Claudia Gualteri, secrétariat de la Commission LIBE au Parlement européen.
- La séance était présidée par John Stacey, vice-président de la CEPEJ, en remplacement de Fausto de Santis, président, empêché.

Dans son propos, Philippe Boillat, directeur général des Droits de l'homme et des affaires juridiques du Conseil de l'Europe, s'est adressé aux membres de la CEPEJ et aux nombreux observateurs. Il n'a pas manqué d'indiquer que la présence à haut niveau de la présidence tchèque, de la future présidence suédoise, de la Commission européenne et du Parlement européen sont « la preuve de l'importance de vos travaux ». M. Boillat a longuement évoqué le prochain programme de Stockholm qui doit venir prendre la suite de celui de La Haye,



Les participants — The participants

en indiquant l'imminence de la communication publique de la Commission européenne qui servira de base à ce programme. Pour lui donner raison et grâce à l'efficacité du secrétariat de la CEPEJ chacun a pu obtenir quelque temps après une copie de cette toute fraîche communication. Selon ce document, « *le citoyen doit être au centre du futur programme de Stockholm* ». Le programme qui doit être adopté par le Conseil européen d'ici à la fin de l'année 2009 encadrera l'action de l'Union européenne sur les questions de citoyenneté, de justice, de sécurité, d'asile et d'immigration pour les cinq années à venir. Parmi les exemples de propositions qui sont dévoilées dans cette communication, on peut voir la volonté de supprimer totalement les procédures intermédiaires (exequatur) pour l'exécution des décisions de justice d'un Etat membre à l'autre. « *Le Conseil de l'Europe marque un réel intérêt pour le programme de Stockholm car les deux institutions européennes - Conseil de l'Union européenne et Conseil de l'Europe - ont les mêmes points de vue sur la protection des droits de l'homme. Nous sommes appelés à construire ensemble l'espace de justice européen dans la complémentarité et sur des bases communes* » a déclaré Philippe Boillat.

Dans le même sens, Jan Samanek, a évoqué l'importance de la reconnaissance et de la confiance mutuelle entre les différents acteurs du monde juridique et judiciaire et de la connaissance mutuelle des systèmes judiciaires.

A sa suite, Hans Nilsson, a indiqué que la Suède démarrera à compter de juillet 2009 un programme de consultation des pays et des différents comités concernés, et naturellement du Conseil de l'Europe. S'agissant des demandes des organisations non-gouvernementales, « *nous sommes déjà débordés* » a constaté le ministre.

Claudia Gualtieri a confirmé que le Parlement européen est naturellement disposé à coopérer avec la CEPEJ, notamment dans le domaine des évaluations et de la comparaison des données collectées.

Jacek Gartska a insisté sur l'importance de l'avis des praticiens du droit en particulier dans le cadre de la préparation du programme de Stockholm, afin de placer le citoyen au cœur des enjeux.

Exercices d'évaluation et projet de directive européenne

Stéphane Leyenberger, secrétaire de la CEPEJ, a donné un bref compte-rendu de la réunion du Forum sur la Justice qui s'est tenue à la Commission européenne à Bruxelles les 4 et 5 juin 2009, réunion à laquelle l'UIHJ, représentée par son 1^{er} vice-président, Leo Netten, a assisté, et dont la CEPEJ était partenaire.

L'un de travaux qui font la renommée de la CEPEJ est l'évaluation des systèmes judiciaires européens. Rappelons qu'un cycle d'évaluation dure deux ans. Les données sont collectées durant la première année. Elles sont ensuite analysées la seconde année, à l'issue de laquelle est publié le rapport d'évaluation, après son approbation. Jean-Paul Jean, président du groupe de travail CEPEJ-GT-EVAL, a présenté en détail les aspects du 3^e exercice d'évaluation, qu'il considère comme particulièrement important en ce qu'il permet de « *tirer les leçons sur les cycles d'évaluation précédents* ».

Pour M. Jean, il importe de changer le moins possible le questionnaire de base pour comparer les données et pour que les correspondants renseignent le mieux possible les données.

Dans le cadre des interventions des membres observateurs de la CEPEJ, Mathieu Chardon a souligné tout l'intérêt que portait l'UIHJ aux travaux de la CEPEJ. Le 1^{er} secrétaire de l'UIHJ a indiqué que l'organisation qu'il représentait avec Roger Dujardin ne manquait pas une occasion d'assurer la promotion de la CEPEJ dont les travaux étaient un exemple à suivre. Puis il a présenté un compte rendu des activités de l'UIHJ depuis la dernière réunion de décembre 2008. Il a insisté en particulier sur le colloque international organisé par l'UIHJ, de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie et de la Faculté de droit de Sibiu des 13 au 15 mai 2009 à la faculté de droit de Sibiu (Roumanie) sur le thème : « *L'Europe judiciaire : 10 ans après le Conseil de Tampere des 16 et 17 octobre 1999* ». Ce colloque réunissait près de 40 intervenants, ainsi que la Commission européenne représentée, via un message vidéo, par son vice-président, Jacques Barrot, et dans la salle par Jérôme Carriat, de la Direction générale justice, liberté et sécurité. Mathieu Chardon a rappelé que l'UIHJ avait été à l'initiative de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 sur la signification des actes en matière internationale et que les huissiers de justice français avaient proposé dès 1983 la création d'un titre exécutoire européen. « *A Sibiu, dit-il, l'UIHJ a présenté, à la suite d'un reportage réalisé dans l'ensemble des pays membres de l'Union européenne sur la signification des techniques d'introduction de l'instance dans l'Union européenne, un rapport contenant projet de directive européenne portant création d'un acte introductif d'instance harmonisé en matière civile et commerciale* ». Ce projet, en cours de finalisation et de traduction, sera prochainement largement diffusé par l'UIHJ.

Mathieu Chardon a rappelé que le 11 juin 2009 était la Journée mondiale de l'huissier de justice dont le thème était « *Justice et enjeux sociaux* ». Enfin, il a convié chaque intervenant à se rendre à Marseille des 7 au 11 septembre 2009 pour assister au 20^e congrès international de l'UIHJ sur le



thème : « L'huissier de justice dans l'Etat, dans le droit, dans le monde » et dont les sous-thèmes sont :

- L'harmonisation mondiale de la classification des biens et nécessité d'un nouveau droit des contrats : idée de réordonner la classification des biens en tenant compte de l'évolution socio-économique à l'échelle mondiale
- L'harmonisation des nouvelles activités et de standards mondiaux de l'exécution
- L'huissier de justice, élément essentiel de l'Etat de droit. Idée que l'huissier de justice est un garant de la sécurité juridique.

Groupe de travail sur l'exécution

Georg Stawa (Autriche) a présenté les travaux du groupe de travail CEPEJ-GT-EXE sur l'exécution et dont l'UIHJ est membre observateur. Après avoir indiqué quels étaient les membres de ce groupe de travail, M. Stawa a indiqué que les travaux se sont fondés sur les divers documents et recommandations existantes

dans le domaine de l'exécution. Après discussion, un projet de structure de lignes de conduites a été adopté. Le travail a été divisé entre les 10 membres présents et le résultat sera discuté en octobre 2009 à l'occasion de la seconde réunion du CEPEJ-GT-EXE, pour être présenté en décembre lors de la 14^e réunion plénière de la CEPEJ. A sa suite, notre confrère John Marston, président de ce groupe de travail, a indiqué que l'un des objets de l'exercice était de répondre à des questions aussi variées que le statut des huissiers de justice, leurs prérogatives, leur mode de régulation et de contrôle, leur niveau de formation, etc. A la fin des travaux, John Stacey a remercié l'ensemble des participants. Il a salué le travail accompli pendant six ans par Pim Albers, conseiller spécial de la CEPEJ, dont c'était la dernière réunion. Enfin le vice-président de la CEPEJ a remercié les interprètes ainsi que l'ensemble du secrétariat de la CEPEJ, dont l'efficacité constitue sans doute la meilleure des images pour une organisation dont l'objet est... l'efficacité de la justice !

Participation of the UIHJ in the 13th Plenary Meeting of the CEPEJ in Strasbourg on 10-11 June 2009

As a permanent observer member, the UIHJ took part on 10 and 11 June 2009 at the Council of Europe in the 13th plenary meeting of the European Commission on the Efficiency of Justice



De G. à D : Stéphane Leyenberger, secrétaire de la CEPEJ - John Stacey, vice-président de la CEPEJ - Muriel Decot, secrétaire adjointe de la CEPEJ

From L. to R. : Stéphane Leyenberger, secretary of the CEPEJ - John Stacey, Vice-President of the CEPEJ - Muriel Decot, Co-Secretary of the CEPEJ

The Council of Europe and the program of Stockholm

Twice a year the CEPEJ organizes its plenary meetings, in June and in December. It is the occasion for the representatives of the 47 Member States of the Council of Europe as well as the several organizations representing legal professions to gather in this large European laboratory. The UIHJ was represented by Roger Dujardin and Mathieu Chardon, respectively vice-president and 1st secretary.

The June meeting of took on a special character since it intervened at the twilight of the Czech presidency of the European Union and at the dawn of the new Swedish presidency. It also marked a new phase in the will to reinforce the collaboration between the institutions of the Council of Europe and those of the European Union. Thus the participation of the following personalities:

- Jan Samanek, General Director for International Law, Ministry of Justice of the Czech Republic, Presidency of the European Union

- Hans Nilsson, Minister, Permanent Representation of Sweden to the European Union, incoming Presidency of the European Union
- Jacek Gartska, Head Of Unit E.1, General Justice issues and e-Justice, Directorate General Justice, Freedom and Security, European Commission
- Claudia Gualtieri, Secretariat of the LIBE Commission, European Parliament
- The meeting was chaired by John Stacey, vice-president of the CEPEJ, in place of Fausto de Santis, President, prevented.

In his matter, Philippe Boillat, General Director of the Human rights and legal affairs of the Council of Europe, addressed to the members of the CEPEJ and to the many observers. He did not fail to indicate that the presence at high level of the Czech presidency, of the future Swedish presidency, the European Commission and the European Parliament are "the proof of the importance of your work". Mr. Boillat lengthily evoked the next program of Stockholm which will continue that of The Hague, by indicating the imminence of the public communication of the European Commission which will be used as a basis for this program. To prove him right and thanks to the efficiency of the secretariat of the CEPEJ every participant could soon obtain a copy of this very fresh communication. According to this document, "Citizen must be at the center of the future program of Stockholm". The program which must be adopted by the European Council by the end of 2009 will frame the action of the European Union on the questions of citizenship, justice, security, asylum or immigration for the five years to come. Among the examples of proposals which are revealed in this communication, is the will to completely suppress intermediate procedures (exequatur) relating to execution of legal decisions from one Member State to another. "The Council of Europe shows a real interest for the program of Stockholm because the two European institutions - the Council of the European Union and the Council of Europe - have the same points of view on the protection of human rights. We have to build together the European area of justice complementarily and on common bases" Philippe Boillat declared.



De G. à D. – From L. to. R.: Mathieu Chardon, 1st secrétaire de l'UIHJ - 1st Secretary of UIHJ
Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ – Vice-President of UIHJ

Jan Samanek evoked the importance of recognition and mutual trust amongst the various actors of the legal world, as well as mutual knowledge on legal systems.

Then, Hans Nilsson indicated that Sweden will start as from July 2009 a program of consultation of the countries and various committees concerned, and naturally of the Council of Europe. Being the requests of the non-governmental organizations, “we are already overflowed” noted the minister.

Claudia Gualtieri confirmed that the European Parliament is naturally there to cooperate with the CEPEJ, in particular in the field of evaluations and comparison of collected data.

Jacek Gartska insisted on the importance of the opinion of law experts in particular within the framework of the preparation of the program of Stockholm, in order to place the citizen in the middle of the stakes.

Exercises of evaluation and draft European directive

Stephan Leyenberger, secretary of the CEPEJ, gave short report of the meeting of the Forum Justice which was held at the European Commission in Brussels on 4 and 5 June 2009, meeting to which the UIHJ, represented by its 1st vice-president, Leo Netten, attended, and which had the CEPEJ as partner.

One of the works which now makes the reputation of the CEPEJ is the evaluation of European legal systems. A cycle of evaluation lasts two years. The data are collected during the first year. They are then analyzed the second year, at the conclusion of which the evaluation report is finalized, approved and published. Jean-Paul Jean, president of the CEPEJ-GT-EVAL working group, presented in details the aspects of the 3rd exercise of evaluation which he regards as particularly important in that it makes it possible “to learn from the preceding cycles of evaluation”. For Mr. Jean, it is important to change as little as possible the basic questionnaire, firstly to compare the same data and secondly to enable the correspondents to be accustomed to the questionnaires. Within the framework of the interventions of the observer members of the CEPEJ, Mathieu Chardon underlined the major interest of the UIHJ for the work of the CEPEJ. The 1st secretary of the UIHJ indicated that the organization that he represented with Roger Dujardin did not miss an occasion to ensure the promotion of the CEPEJ which work was an example to be followed. Then he presented a report of the activities of the UIHJ since the last CEPEJ meeting of December 2008. He insisted in particular on the international symposium organized by the UIHJ, the National Room of judicial officers of Romania and the Law Faculty of Sibiu from 13 to 15 May 2009 at the Law Faculty

of Sibiu (Romania) on the topic: “Legal Europe: 10 years after the Council of Tampere of 16-17 October 1999”. This conference joined together nearly 40 speakers, as well as the European commission represented, via a video message, by its vice-president, Jacques Barrot, and in the flesh by Jerome Carriat, of the General Directorate Justice Freedom and Security. Mathieu Chardon pointed out that the UIHJ had been the initiator of the 15 November 1965 Hague Convention 1965 on service of documents abroad, and that the French judicial officers had proposed in 1983 the creation of a European Enforcement Order. “In Sibiu, said he, after the presentation of a film report carried

out in the whole of the Member States of the European Union on the service of the techniques of introduction of proceedings in the European Union, the UIHJ gave a report containing a draft European directive creating a European harmonized document initiating proceedings in civil and commercial matters”. This project, in the course of finalization and translation, will be soon widely diffused by the UIHJ.

Mathieu Chardon pointed out that on 11 June 2009 is the world Day of the Judicial Officer. This year, the topic backing the event is “Justice and social stakes”. Lastly, he invited each speaker to go to Marseilles (France) from 7 to 11 September 2009 to attend the 20th international congress of the UIHJ on the topic: “The judicial officer in the State, in the law, in the world” and which sub-topics are:

- A world harmonization of the classification of goods and the need for a new contract law: idea of reorganizing the classification of goods by taking account of the socio-economic evolution at worldwide level
- The harmonization of new activities and world standards of enforcement
- The judicial officer, essential element of the Rule of law. Idea that the judicial officer is guaranteeing legal security.

Working group on enforcement

Georg Stawa (Austria) presented the works of the CEPEJ-GT-EXE working group on enforcement where UIHJ stands as an observant member. After having indicated who the members of this work group were, Mr. Stawa indicated that the work was based on the various documents and existing recommendations in the field of enforcement. After discussion, draft guidelines were adopted. The work was then divided between the 10 attending members and the result will be discussed in October 2009 at the time of the second meeting of the CEPEJ-GT-EXE working group, to be presented in December during the 14th plenary meeting of the CEPEJ. Then, our fellow-member John Marston, president of this working group, indicated that one of the objects of the exercise was to answer questions as varied as the statute of judicial officers, their prerogatives, their mode of regulation and control, their education level, etc.

At the end of the meeting, John Stacey thanked all the participants. He congratulated Pim Albers, special adviser of the CEPEJ, who had been attending his last meeting, for the great work he accomplished during his six years amongst the CEPEJ. Finally the vice-president of the CEPEJ thanked the interpreters as well as the secretariat of the CEPEJ, which efficiency undoubtedly constitutes an ideal image for an organization based on ... the efficiency of justice!